

Contexte

Madagascar est un pays tropical à faible revenu, dont le niveau de pauvreté est parmi les plus élevés au monde. Environ 80 % de la population vit avec moins de 1,25 dollar US par jour et 25 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire (Anticipation Hub[1]). Au cours des 35 dernières années, plus de 50 catastrophes naturelles ont frappé le pays et touché plus de la moitié de la population (USAID, s.d.)[2]. L'île, qui est la quatrième au monde par sa superficie, est exposée aux cyclones, aux tremblements de terre, aux sécheresses, aux inondations, aux invasions de criquets et aux épidémies (telles que la peste[3]). Environ 70 % de la population malgache pratique une agriculture essentiellement pluviale et à petite échelle. Les mauvaises récoltes, conséquence des phénomènes climatiques extrêmes, ont créé un cercle vicieux de pauvreté et de pénurie alimentaire (SADRI, 2021).

En raison de sa position dans le sud-ouest de l'océan Indien, c'est le pays africain le plus exposé aux cyclones, avec une moyenne de 1,5 cyclone par an, chaque cyclone important touchant 700 000 personnes en moyenne (UN OCHA, s.d.)[4]. Les **cyclones** représentent 87 millions de dollars US, soit 85 % des pertes annuelles moyennes du pays liées aux catastrophes[5], suivis par les **inondations** (13 millions de dollars US, soit 13 %) (GFDRR, 2016)**.** En 2017, le cyclone tropical Enawo a touché les régions de l'est et du nord-est du pays, avec des pertes économiques estimées à 415 millions de dollars US, soit 4 % du PIB. En outre, 437 405 personnes ont été touchées et 81 sont mortes (Banque mondiale, 2017). Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence nationale le 14 mars 2017 et a lancé un appel

[1] Consulté le 5 août 2021

[2] https://www.usaid.gov/madagascar/working-in-crisis-and-conflict

[3] Une grave épidémie survenue en 2017 a causé 209 décès et entraîné 2 417 cas (GAR, 2019). Cette situation est en cours d'examen pour le pilote AA du CERF d'OCHA.

[4] https://www.unocha.org/southern-and-eastern-africa-rosea/madagascar

[5] La région de Toamasina, sur la côte est, est la plus exposée

international pour obtenir 20 millions de dollars US[6] (GAR, 2019). En 2018, le cyclone Ava et la tempête tropicale Eliakim, qui se sont succédé rapidement, ont causé des ravages dans la partie nord de l'île.

La partie sud du pays est nettement plus pauvre que certaines régions du centre et du nord, et son taux d'approvisionnement en eau est le plus faible. Le Sud (« *Grand Sud* »), qui est composé de trois régions[7] avec une population de 2,74 millions d'habitants, soit 11 % de la population de Madagascar, se caractérise par son isolement dû à la faiblesse des infrastructures, une sécheresse tous les trois à cinq ans, un taux de pauvreté extrêmement élevé (97,5 %) et une forte exposition au changement climatique. Le Président de la République considère le développement du Sud comme l'une des principales priorités de son mandat[8]. Une sécheresse qui entraîne l'insécurité alimentaire et la famine est désignée par le terme « *keré* » en malgache (OIM, 2017). La sécheresse est particulièrement intense dans la région d'Androy. Au cours des six dernières années (2015/16-2020/21), la région a connu cinq saisons des pluies inférieures à la moyenne à cause d'El Niño. Durant la sécheresse de 2014-2016, plus d'un million de personnes ont fait l'expérience du keré (GAR, 2019). En 2017, le phénomène El Niño a atteint un pic à un moment critique du calendrier agricole du Sud, provoquant sécheresse et mauvaises récoltes. La sécheresse actuelle est la pire que le pays ait connue depuis 1981 et est présentée comme la première « famine due au changement climatique » au monde (BBC News, 2021[9]). Entre novembre 2020 et janvier 2021, le Grand Sud a enregistré moins de 50 % des précipitations normales. Par conséquent, en janvier 2021, près de 69 % de la région a été touchée (OCHA, 2021)[10]. Par ailleurs, de violentes tempêtes de sable (connues sous le nom de *tiomena*) en décembre 2020 ont aggravé la situation en recouvrant les terres agricoles et les aliments tels que le fruit du cactus, sur lequel la population compte souvent pendant la période de soudure (Guardian, 2021)[11]. Le gouvernement de Madagascar et les Nations Unies demandent 74 millions de dollars aux pays donateurs pour les six prochains mois (PAM, 2021)[12][13]. La région d'Atsimo Andrefana, dans le sud-ouest, est aussi fréquemment la proie des criquets qui se déplacent pendant la saison humide, lorsque les cultures sont sensibles aux attaques. En outre, la région d'Anosy est l'une des plus dangereuses de l'île. Les *dahalo* (bandits), présents dans la société malgache depuis l'époque précoloniale, sont connus pour voler des *zébus*[14] et se livrer à des violences sociales.

La transition démocratique du début des années 1990 a fourni le contexte pour la décentralisation de certains pouvoirs vers les niveaux inférieurs du gouvernement. Les communes sont devenues le cœur de la stratégie de décentralisation[15] et les ministères centraux ont accru leur présence locale par le biais de la déconcentration administrative (Banque mondiale, 2003). Par exemple, le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) a un bureau décentralisé à Ambovombe. Le gouvernement malgache redouble d'efforts pour relancer et achever la politique de décentralisation (Banque mondiale,

[6] Appel éclair pour Madagascar : Cyclone tropical intense Enawo

[7] Les régions Atsimo Andrefana, Androy et Anosy constituent une zone aride qui ne reçoit qu'une moyenne annuelle de 500 mm de précipitations.

[8] https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=75566

[9] https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-58303792

[10] https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ROSEA_20210506_KeyMessages_MadagascarGrandSud.pdf

[11] https://www.theguardian.com/global-development/2021/may/10/at-least-1m-people-facing-starvation-madagascar-drought-worsens

[12] https://www.wfp.org/news/southern-madagascar-brink-famine-warns-wfp

[13] Selon la dernière analyse IPC des dix districts analysés sur la période de mai à août 2021, deux districts sont classés en phase d'urgence (phase 4 de l'IPC), cinq en phase de crise (phase 3 de l'IPC) et trois en phase de stress (phase 2 de l'IPC). Ambovombe et Bekily sont deux des districts les plus durement touchés, tous deux dans la région d'Androy (IPC, 2021). À la date du 1er août 2021. http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1154855/?iso3=MDG

[14] Le bovin à bosse, une espèce distinctive et prisée de Madagascar

[15] Sous le mandat du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

2020). Sur le plan administratif, Madagascar est divisé en 22 régions[16], 119 districts, 1 558 municipalités (communes) et 17 433 communautés villageoises (IFRC, 2014).

Législation et politiques

Le point d'entrée juridique de l'action anticipée (AA) est la **loi relative à la politique nationale de gestion des risques et des catastrophes[17]**. **En 2015, le gouvernement a modifié la loi pour tenir compte des nouvelles directives internationales sur la réduction des risques de catastrophe (RRC), à savoir le Cadre de Sendai.** L'objectif de cette loi est de définir la mission principale de la gestion des risques de catastrophes (GRC), ses structures de base et les principes régissant les relations entre les différentes parties prenantes (IFRC, 2021).

À Madagascar, les aspects politiques et opérationnels de la préparation et de la réponse aux catastrophes sont gérés par différentes institutions (IFRC, 2020). Au niveau stratégique, il existe un Conseil National de Gestion des Risques et des Catastrophes (CNGRC) dirigé par les services du Premier ministre[18] ; une Cellule de Prévention et Gestion des Urgences (CPGU), l'organisme technique des services du Premier ministre[19], et une Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe (PNRRC). Au niveau opérationnel, il existe le Bureau national de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC)[20], qui dépend du ministère de l'Intérieur et est décentralisé, avec des bureaux régionaux dans la plupart des régions ; le Comité de réflexion des intervenants en cas de catastrophe (CRIC)[21] et les ministres responsables de risques spécifiques. En complément de toutes ces institutions nationales, il existe également des unités d'intervention régionales, telles que le Comité Régional de Gestion des Risques et des Catastrophes (CRGRC), et des comités au niveau des districts (CDGRC) et des municipalités (CCGRC) ainsi que des équipes de secours locales au niveau des *fokontany* (villages) (CLGRC)[22]. Le BNGRC[23] coordonne toutes les opérations de réponse aux catastrophes avec l'aide du CRIC.
En 2019, deux décrets ont été adoptés pour clarifier les rôles et les responsabilités du CPGU et du BNGRC. En termes de financement légiféré en cas de catastrophe, la loi ne prévoit pas de fonds dédié (Ffooks, J.

[16] Les six provinces précédentes (Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliara) ont été abolies à la suite des résultats du référendum constitutionnel malgache de 2007 afin de faciliter le développement régional.

[17] Passage de la loi n° 2003 - 010 relative à la politique nationale de gestion des risques de catastrophes (du 5 septembre 2003) à la loi n° 2015-031 (12 février 2016)

[18] Le CNGRC déclare officiellement une catastrophe nationale et informe le gouvernement de la nécessité de lancer un appel international. Ensuite, en application de la loi n° 2015-031 relative à la politique nationale de gestion des risques de catastrophes et de son décret d'application n° 2019-1954, un arrêté pris en conseil de gouvernement déclare une catastrophe nationale. Cela permet au gouvernement de lancer un appel à l'aide internationale par le biais d'une déclaration officielle publiée par son porte-parole (IFRC, 2020).

[19] Le rôle du CPGU est d'assister le Premier ministre dans son rôle de président du CNGRC et d'assurer la liaison avec tous les départements ministériels. Le CPGU préside également la plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophe, qui a été établie dans le nouveau cadre pour améliorer les synergies et assurer la coordination entre toutes les parties prenantes, pour promouvoir l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et programmes de développement sectoriels (Banque mondiale, 2019)

[20] Créée en 2016, il s'agit de l'autorité nationale de gestion, de coordination et de suivi de toutes les activités relatives à la GRC et à la RRC à Madagascar, selon le décret n ° 2006 - 904.

[21] *Comité de Réflexion des Intervenants en Catastrophes (CRIC)* - comprend tous les acteurs en relation avec les catastrophes tels que les ministères, les bailleurs de fonds, les associations ou organisations non gouvernementales internationales ou nationales, les organisations des Nations Unies et les institutions académiques et de recherche.

[22] La loi révisée renforce le processus de décentralisation de la gouvernance des risques de catastrophes, en impliquant toutes les collectivités décentralisées pour assurer l'efficacité de la réduction des risques de catastrophes dans le pays. La loi apporte des précisions sur les aspects structurels, organisationnels et fonctionnels ainsi que des définitions plus claires des missions et des interactions des entités qui composent le mécanisme national de la GRC à Madagascar. Ses principes consistent à intégrer la réduction des risques de catastrophe dans tous les processus de planification du développement et à renforcer la résilience des communautés.

[23] La CERVO, Cellule de Prévention et Gestion des Urgences, est rattachée au BNGRC. Elle est le point de convergence de toutes les informations relatives à l'alerte et aux catastrophes. Les autorités peuvent déclarer des « états d'alerte » sur recommandation de la CERVO/BNGRC

2021). et ne définit pas le rôle des parties prenantes impliquées dans la GRC. Le CRIC semble être un organisme où l'AA peut faire l'objet d'une discussion, puisqu'il est composé de tous les acteurs en relation avec les catastrophes. Agences des Nations unies et ONG/I. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un organe de décision, il émet des recommandations et des conseils en matière de GRC. Les parties prenantes ne peuvent pas agir de manière indépendante et, avant d'être appliquées, les recommandations doivent être communiquées au BNGRC (Ffooks, J. 2021).

En cas de menace sérieuse de crise déclenchée par des catastrophes, le BNGRC est habilité à tenir une réunion afin d'activer le *Plan National de Contingence* et de mettre en œuvre immédiatement les actions clés (*Matrice de réaction rapide*) avant, pendant et après la phase d'urgence. Tout plan de réaction doit être conforme au plan de mise en œuvre de la Stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes (voir ci-dessous) (Ffooks, J. 2021). Dans le Sud, le bureau du BNGRC de la région d'Androy est en charge de toutes les interventions liées à la sécheresse (UNICEF, 2019).

La GRC et la RRC sont intégrées dans les domaines d'intervention et les objectifs stratégiques du Plan national de développement (PND) et de la Politique générale de l'État (PGE) (GAR, 2019 ; Croix-Rouge, 2021). L'axe stratégique no. 5 du PND mentionne « *la valorisation du capital naturel et le renforcement de la résilience aux risques de catastrophe* » et insiste sur la mise en place de stratégies appropriées pour renforcer la résilience des impacts négatifs du changement climatique et des effets néfastes des risques. En 2016, la Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes (PNGRC) et la *Stratégie Nationale de la Gestion des Risques et des Catastrophes (SNGRC)* (2016-2030)[24] auraient été mises à jour de manière inclusive et participative. La nouvelle stratégie s'aligne sur le Cadre de Sendai et sur la stratégie africaine de RRC. Elle tient également compte des nouveaux risques, notamment des impacts du changement climatique (SADRI, 2021). En outre, il existe un plan de développement spécifique pour le Grand Sud, qui est en cours d'adoption. Après la crise humanitaire causée par El Niño qui a touché l'Afrique australe en 2017, le gouvernement malgache (par le biais du ministère de la Planification), avec l'aide des donateurs, des agences des Nations unies, des ONG/I, en particulier le PNUD, a commencé à préparer la *Stratégie Intégrée de Développement du Grand Sud (SIDGS)*, qui fait également partie du PND, et qui fait suite au Plan de Relèvement et de Résilience du Grand Sud (2016). Elle traduit la volonté de l'État et des collectivités territoriales décentralisées de regrouper et de centraliser toutes les initiatives de développement du Grand Sud de manière synergique, en combinant les approches de développement, de résilience et d'humanitaire, dans un même cadre, pour améliorer les conditions de vie des populations. L'axe 5 de la SIDGS est pertinent pour l'AA/DRR : « Préservation de l'environnement, réduction de l'impact du changement climatique et renforcement de la résilience aux risques de catastrophes ». Cependant, au moment où elle a été terminée, il y a eu un changement de gouvernement. Le nouveau et actuel président a validé la stratégie, et sa première visite officielle a eu lieu au Grand Sud pour montrer aux donateurs son engagement personnel. La stratégie devait être lancée en 2019 avec une table ronde des donateurs sur le financement, mais en raison de problèmes politiques, le gouvernement n'a pas été en mesure d'élaborer le PND, ce qui a entraîné des retards. La SIDGS a été encore retardée à cause de la COVID-19 et doit être révisée. Une cartographie des interventions réalisée par l'OCHA a estimé que plus de 1,3 milliard de dollars US ont été investis dans le développement et la résilience, et pourtant les crises humanitaires sont récurrentes. C'est l'absence d'une approche intégrée et de coordination qui a contribué à cette situation (entretien avec OCHA). En outre, la RRC et le changement climatique sont intégrés dans la nouvelle initiative nationale du président, l'Initiative Emergence Madagascar (IEM), qui est alignée sur les ODD. Son

[24] Réalisé par la CPGU conjointement avec le BNGRC, avec le soutien du PNUD. Cette SNGRC est annexée au décret d'application de la nouvelle loi n° 2015-031 du 12 février 2016, relative à la politique nationale de gestion des risques et des catastrophes, qui vient de remplacer la loi n° 2003-010 à laquelle était annexée l'ancienne SNGRC.

objectif est de promouvoir l'exploitation minière et les infrastructures, mais elle serait encore à l'état de projet (The Economist, 2021).

La **Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique** (PNLCC) a été formulée en 2010, dans le but de renforcer la résilience nationale au climat, de réduire la vulnérabilité nationale et de développer des approches pour la réduction des émissions de carbone (USAID, 2021). En outre, il existe un cadre stratégique national pour l'adaptation au changement climatique, contenu dans la Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique et le Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) (2006) (SADRI, 2021). Un plan national d'adaptation (PNA) est en cours de préparation (PNUD, s.d)[25]. La Direction Générale de la Météorologie (**DGM**) produit des prévisions météorologiques et des recherches climatiques à long terme. Le Bureau National de Coordination des Changements Climatiques (**BNCCC**) est chargé de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique (CPGU et BNCCC, 2017).

Bien que l'Action Anticipée/le financement basé sur la prévision (FBF) ne fasse pas partie des politiques et législations nationales, l'on note quelques développements qui pointent vers la bonne pratique AA. À Madagascar, la liste de contrôle de la FIRC sur le droit, la préparation et l'intervention en cas de catastrophe[26] était aussi utilisé pour analyser et améliorer leurs projets respectifs de lois nationales sur la gestion des risques de catastrophes. Le BNGRC dirige un processus pour élaborer un document-cadre, actuellement en cours de développement, qui vise à coordonner toutes les initiatives AA dans le pays (communication du Start Network). En 2020, un Atlas des *risques naturels et climatiques de Madagascar* a été élaboré dans le cadre du programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) et mise en œuvre par le CPGU[27] (entretien avec le Start Network). Selon le CPGU, l'objectif est de renforcer la connaissance sur les risques climatiques et la mise à disposition d'un outil d'aide à la décision facile à utiliser par les acteurs travaillant dans la GRC[28]. Le pays ne dispose non plus d'un système d'alerte précoce (SAP) solide, mais de nombreux partenaires internationaux ont commencé à le soutenir dans cette optique. Cependant, les autorités gouvernementales disposent de systèmes mis en place dans le cadre de leurs mandats. Le BNGRC et la DGM ont mis sur pied un système d'alerte à code couleur qui fournit aux bénéficiaires des indications claires sur les mesures à prendre pour préparer la catastrophe prévu (FIRC, 2020). Les systèmes d'alerte précoce pour les cyclones, les inondations et les tempêtes ont utilisé efficacement les média de masse et les réseaux de téléphonie mobile dans un certain nombre de régions (PNUD, 2014). L'élaboration d'un manuel de diffusion des cyclones [29]a été jugée prioritaire afin d'améliorer la mise en place d'un SAP pour les cyclones. Il définira les rôles et les responsabilités des différentes entités à tous les niveaux et aux différents stages du mécanisme de système d'alerte des cyclones et délimitera *entre autres* les mesures de préparation à prendre avant la menace de ces derniers (GAR, 2019).

Financement

Madagascar connaît des pertes catastrophiques annuelles moyennes de 100 millions de dollars US, uniquement à cause des risques de cyclone et d'inondation. Un cyclone tropical sévère peut produire les pertes beaucoup plus importantes - un évènement cyclonique tropical à période de retour de 100 ans causerait les pertes de 810 millions de dollars US et exige approximativement les coûts d'urgence de 190 millions de dollars US (Banque Mondiale, 2016). Selon la Banque Africaine de Développement, en 2017,

[25]Soutenir Madagascar dans l'avancement du processus de programme d'action national (NAP) https://www.adaptation-undp;org/projects/madagascar-nap-pro

[26] La liste de contrôle sur le droit, la préparation et l'intervention en ca de catastrophes (2019) https://media.ifrc.org/ifrc/document/checklist-law-disaster-preparedness-response/

[27]Il a été financé par le Fonds d'investissement climatique, mis en place par le CPGU avec le soutien de la Banque Mondiale.

[28] https://www.newsmada.com/2020/02/26/risques-climatiques-validation-de-latlas-de-madagascar/

[29] Élaboré par le CPGU, le BNCCC et la DGM et la Banque Mondiale

les catastrophes naturelles ont causé des dommages estimés à environ 420 dollars US (ARC, 2020). En 2015, dans les trois premiers mois après la tempête Chedza et Fundi, le gouvernement a pu couvrir uniquement 6 pourcent des besoin immédiats (SADRI, 2021). Par conséquent, le Gouvernement malgache se concentre sur le GRC et sur les mécanismes plus proactifs de financement des catastrophes.

La stratégie de RRC mentionne la mise en place d'un **Fonds de réserve,** un mécanisme permanent local, régional ou national pour le financement des actions de préventions et de réponses d'urgence (*Guichet Réduction, Guichet Urgence, Guichet Relèvement/Reconstruction*) (Gouvernement malgache, 2016). Ceci est géré par le BNGRC mais ne peut être utilisé pour l'AA (SADRI, 2021; entretien avec OCHA). Par le passé, le Gouvernement malgache dépendait des réaffectations budgétaires et des fonds des donateurs pour couvrir leurs coûts, tous les deux étant des mécanismes de financement ex-post. En 2019, Madagascar a reçu de l'association international de développement (IDA) une source de financement préétablie par le biais d'une subvention de 50 million de dollars US pour la politique de gestion des risques de catastrophe avec une **option de prélèvement différée pour les catastrophes (CAT DDO),** qui serait déclenché par une déclaration d'état d'urgence national, conformément aux loi du pays. Cela s'est accompagné des reformes clés visant à renforcer le système de gestion des risques de catastrophe du pays (Banque Mondiale 2019 a)[30]. La CAT DDO a soutenu de meilleure coordination entre la réponse humanitaire et les systèmes de protection sociale[31].

La loi 2018-012 a autorisé la ratification de l'accord afin d'établir une institution panafricaine de gestion mutuelle des risques- **Africa Risk Capacity (ARC)** (BNGRC, 2018). Madagascar est devenu le premier pays dans la région à avoir souscrit à la couverture d'assurance paramétrique des cyclones tropicaux de l'ARC, avec le soutien premium de KfW pour la saison 2020-2021[32]. En 2019, le Gouvernement malgache[33] a souscrit une assurance sécheresse pour la région du Grand Sud compte tenu de sa vulnérabilité à la sécheresse, ce qui bénéficiera indirectement aux petits exploitants agricoles et aux autres segments vulnérables de la région. Cela a été fait avec le soutien du programme phare de financement des risques de catastrophes (ADRiFi) en Afrique qui a financé la prime 2019/20 (ARC, 2020)[34]. Le 2 juillet 2020, le gouvernement a reçu 2,3 millions de dollars US pour couvrir les pertes anticipées dues aux mauvaises récoltes, ce qui a permis à 600 000 personnes affectées dans le Sud de s'engager dans les mécanismes d'adaptation négatifs. Les premières actions comprennent, *entre autres*, les transferts monétaires inconditionnels, le soutien nutritionnel et les programmes « argent contre travail », conformément au plan d'opérations de soutien exigé par ARC (BNGRC, 2018).

Par ailleurs, Madagascar est l'un des quatre pays testant **l' « ARC Replica ».** Le PAM s'est associé à ARC pour fournir des capacités financières et opérationnelles supplémentaires afin de mettre en œuvre et d'intensifier les interventions après le succès de paiement d'assurance de l'ARC. ARC Replica est un produit de l'assurance offert par ARC Ltd au PAM comme une approche innovante pour étendre la couverture d'assurance contre les risques climatiques à un plus grand nombre de personnes et améliorer l'efficacité de la réponse humanitaire d'urgence dans les pays africains vulnérables exposés aux risques

[30] https://www.worldbank.org/en/country/madagascar/overview#3

[31] https://www.financialprotectionforum.org/blog/three-ways-that-contingent-policy-financing-contributes-to-resilience-building-before-during

[32] Le lancement du premier produit paramétrique d'assurance contre les risques de cyclone tropical en Afrique (2020) https://www.africanriskcapacity.org/2020/12/21/launch-of-the-first-parametric-tropical-cyclone-risk-insurance-product-in-africa/

[33] L'unité de préventions et de gestion des urgences dirigée par le bureau du Premier Ministre est désigné comme étant l'agence d'accueil du programme.

[34] https://www.africanriskcapacity.org/2020/07/03/madagascar-receives-usd-2-13-million-from-african-risk-capacity-insurance-company-limited-policy-for-drought-response/

climatiques[35]. L'approche réplicative de la couverture contre les risques climatiques est considérée comme un moyen efficace pour mettre en œuvre les plans de réponses nationaux tout en renforçant les capacités supplémentaires. Madagascar fait également partie de l'initiative R4 du PAM, avec Oxfam America.

L' **« Initiative d'Évaluation des Risques et de Financement du Sud-ouest de l'Océan indien (SWIO RAFI pour son acronyme en anglais)**[36] a été lancé par la Banque mondiale en 2014 et constitue la première phase d'un engagement à plus long terme pour le développement d'un mécanisme de protection financière pour l'Océan Indien[37]. Dans ce cadre, le profil de risque de catastrophe de Madagascar a également été élaboré. Le profil est basé sur la modélisation des risques de cyclones, d'inondations et de tremblements de terre (Banque mondiale, 2016). Ce profil est complémentaire au profil de risque historique de Madagascar à travers la plateforme Desinventar[38], élaborée par le programme ISLANDS depuis août 2013. Cette initiative est menée par le bureau du Premier ministre et le Ministre des Finances et permettra d'élaborer les mécanismes de transfert de risque et de financement.

Protection sociale

Le programme national de protection sociale a été introduit à Madagascar en 2016 grâce au soutien financier des donateurs, précisément la Banque Mondiale et l'UNICEF. Le programme est mis en œuvre par le FID[39] (Fonds d'intervention pour le développement) qui est l'agence nationale responsable de la mise en œuvre de trois programmes monétaires : (i) le programme *Vatsin'Ankohonana* (« aide à la famille »)[40] cible les familles des régions rurales les plus vulnérables. Une allocation est reçue tous les deux mois, à condition que les parents envoient leurs enfants à l'école (Banque mondiale, 2019)[41] (ii) le programme Filets Sociaux Productifs (FSP) (2016) fournit des activités de travail contre rémunération en espèces dans des communautés pauvres ciblées et situées dans des zones du pays où il est potentiellement nécessaire de remédier à la dégradation de l'environnement et des sols et d'augmenter la production agricole locale, et (iii) le programme FIAVOTA (signifiant « assistance » en dialecte local malgache du Sud) (2016) est en réponse à la sécheresse dans le Sud qui fournit des transferts en espèces, des services de nutrition et des subventions pour le rétablissement des moyens de subsistance aux ménages touchés par la sécheresse (Banque mondiale, 2019b). Le gouvernement a également adopté récemment un décret visant à établir un registre national des bénéficiaires[42]. Jusqu'à présent, les programmes de protection sociale à Madagascar ont été isolés et fragmentés, traitant séparément divers types de risques et de vulnérabilités sans convergence géographique ni cadre administratif commun (UNICEF, 2020). Par conséquent, aux fins de cette étude de cas, il a été difficile d'établir un état des lieux ou la manière dont les partenaires se coordonnent.

---

[35] Dans le cadre de la couverture réplicative de l'ARC, le PAM et d'autres partenaires (Partenaire réplique) peuvent s'aligner sur la couverture d'assurance des États membres de l'ARC (les pays répliques) en achetant « une police réplicative » La police réplicative est un contrat d'assurance paramétrique (index) qui reprend proportionnellement les termes et conditions de la police du pays réplique jusqu'au montant de la couverture souscrite par le pays lui-même.

[36] L'unité de prévention et de gestion des urgences du bureau du Premier Ministre et du ministère des finances et du budget sont les deux « organismes hôtes » de ce projet à Madagascar.

[37] Îles de l'océan indien - Comores - Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar

[38] https://www.desinventar.net/DesInventar/profiletab.jsp?countrycode=mdg&lang=FR

[39] *Le Fonds d'Intervention pour le Développement* (FID)

[40] Financé par la Banque mondiale (11,5 millions de dollars) et l'UNICEF (1,2 million de dollars). Pour les familles avec des enfants âgés de 6 à 10 ans, les transferts d'argent sont liés au maintien d'une fréquentation scolaire régulière. Pour les familles avec des enfants âgés de 0 à 5 ans, le soutien est inconditionnel. Toutefois, l'amélioration des pratiques familiales en matière de santé et de nutrition, de développement de la petite enfance et d'éducation des enfants figure en bonne place dans les formations et les supports d'information qui accompagnent le programme.

[41] https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2019/05/21/cash-transfers-provide-more-than-money

[42] Décret 2017-327, en date du 9 mai 2017

Au cours des deux dernières années, des efforts collectifs ont été déployés pour renforcer la capacité de réaction aux chocs du système de protection sociale. En 2018, le Premier ministre, avec l'appui technique du PAM[43], a réuni des partenaires pour étudier la pertinence du système national de protection sociale dans la réponse aux chocs et élaborer une feuille de route pour harmoniser le travail des différentes parties prenantes. En 2020, le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (MPPSPF) et le BNGRC ont coproduit un *Manuel Des Operations Protection Sociale Réactive Aux Chocs - Réponse à la sécheresse*. L'objectif de ce manuel est d'harmoniser la mise en œuvre des transferts monétaires et l'expansion des programmes nationaux de protection sociale dans le Sud (Gouvernement malgache, 2020).

Le financement de la Banque mondiale et de l'IDA a permis de faire face aux sécheresses. En octobre 2016, 35 millions de dollars ont été utilisés pour répondre à la grave sécheresse provoquée par El Niño dans le Sud[44]. Une deuxième subvention supplémentaire de 90 millions de dollars US en mars 2019 pour étendre la protection sociale par le biais de trois programmes de transferts en espèces, dont le FIAVOTA [45] (Banque mondiale, 2019)[46]. En 2018-2019, un pilote de protection sociale répondant aux chocs a été mis en œuvre dans le district de Beloha (classé en IPC 4 en 2018) avec le soutien technique et financier du PAM. Le programme FIAVOTA a été temporairement étendu dans deux des municipalités jusqu'à la fin de la période de soudure. Compte tenu de l'expérience positive, cette approche devait être progressivement étendue à partir de la période de soudure 2019-2020 et au-delà, avec le soutien des partenaires de développement (Banque mondiale, PAM, UNICEF et autres) et avec le capital d'urgence de l'État (FNC). Il est prévu qu'à partir de 2020, après l'évaluation des projets pilotes, ces approches soient progressivement mises à l'échelle (Gouvernement malgache, 2020). Le GTC dirigé par l'UNICEF continue de coordonner la réponse en espèces à la sécheresse dans le Sud (UNICEF, 2019).

Une subvention supplémentaire de 150 millions de dollars a été approuvée par la Banque mondiale, qui s'appuiera sur le *programme Tosika Fameno* (« Combler l'écart ») développé en réponse à Covid-19 et coordonné par le groupe de travail sur les liquidités (ODI, 2021)[47]. Cette subvention supplémentaire permettra de renforcer le système de protection sociale en numérisant l'enregistrement, en développant un système de paiement électronique, en renforçant le système de plaintes et l'engagement communautaire et en systématisant le suivi-évaluation communautaire. Elle aidera également le gouvernement à élaborer des options pour le registre social[48].

Le financement supplémentaire proposé par la Banque mondiale (AF2) visait en outre à renforcer le filet de sécurité sociale naissant de Madagascar en consolidant les trois programmes de transfert d'argent et à renforcer la capacité du système de filet de sécurité à répondre rapidement et efficacement aux grands chocs grâce à une sous-composante de réponse d'urgence rapide et flexible qui peut être déployée rapidement partout dans le pays. La sous-composante « réponse d'urgence » sera mise à disposition sur

[43] Le PAM aide le gouvernement à institutionnaliser les éléments de réponse aux chocs dans le système national de protection sociale

[44] https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2016/11/10/madagascar-world-bank-35-million-supports-drought-affected-households-in-the-south

[45] https://www.unicef.org/madagascar/en/stories/thanks-accompanying-measures-fiavota-programme-emancipation-families-ensured
Cette action a été mise en œuvre par le MPPSPF, en collaboration avec le PAM, l'UNICEF, la Banque mondiale et le FID.

[46] https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2019/03/01/madagascar-world-bank-90-million-to-strengthen-the-national-social-protection-programs

[47] Elle est dirigée par le ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme et comprend l'UNICEF, la Banque mondiale, le WoWFP, la Croix-Rouge et d'autres agences..

[48] https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/03/10/madagascar-150-million-additional-financing-to-strengthen-the-national-social-protection-programs-and-accelerate-the-cov

la base des déclarations de besoins de la BNGRC et permettra des réponses rapides et flexibles fournissant : (a) la réhabilitation/reconstruction d'infrastructures et la rémunération en espèces du travail dans les zones touchées par des catastrophes naturelles ; (b) des transferts en espèces pour les populations vulnérables, une expansion horizontale à de nouveaux bénéficiaires ou une expansion verticale pour les bénéficiaires existants par le biais de compléments aux montants des transferts en espèces dans les zones où les programmes de transferts en espèces sont opérationnels ; et/ou (c) des suppléments nutritionnels pour les enfants dans les zones d'intervention du SSN dans le Sud (Banque mondiale, 2019b).

Plans d'actions par anticipation

Welthungerhilfe (WHH), avec le soutien du Start Network, a construit un modèle scientifique pour identifier le moment où la sécheresse agricole et météorologique s'est produite et pour prédire les impacts humains de la sécheresse en utilisant l'analyse économique des ménages. Le modèle est un modèle géospatial (GeoWRSI) basé sur un Indice de Satisfaction des Besoins en Eau, le WRSI, pour le suivi des cultures et le stress hydrique lié à la sécheresse) et les données pluviométriques locales et traite des événements de sécheresse avec une période de retour moyenne de 10 ans sur la base d'analyses historiques. Le modèle était opérationnel fin 2019 dans trois régions - Boeny au nord-ouest (Mahajanga II, Marovoay), Atsimo-Atsinanana au sud-est (Farafangana, Vangaindrano) et Alaotra-Mangoro dans la partie orientale (Amparafaravola, Ambatondrazaka) - qui ont toutes mis en place des protocoles d'action précoce. En juin 2021, une sécheresse localisée a été annoncée dans le district d'Ambatondrazaka dans l'Alaotra-Mangoro. Le modèle de surveillance de la sécheresse de WHH a détecté d'importants déficits des besoins en eau qui auraient un impact sur la récolte et causeraient des problèmes d'insécurité alimentaire jusqu'à la période de soudure en novembre. Les impacts éventuels des déficits pluviométriques seront accentués avec les impacts de la covid 19 chez les ménages les plus vulnérables des communes (entretien avec Start Network). En conséquence, en janvier 2021, 196 000 d'euros ont été débloqués du mécanisme de financement Start et des plans d'action précoce ont été déclenchés. En conséquence, des transferts monétaires inconditionnels de 10 USD par mois ont été distribués à 1 500 ménages pendant six mois afin de prévenir les stratégies d'adaptation négatives[49]. Les opérations ont duré de mai à novembre 2021. Il s'agit de la première intervention en matière de sécheresse basée sur les prévisions de ce type à Madagascar. Au niveau du gouvernement, l'engagement de WHH s'est fait avec le BNGRC et le DGM.

L'engagement du **Programme alimentaire mondial (PAM) Madagascar** dans FbF a débuté vers la fin de l'année 2019. La mise en œuvre directe des activités du PAM se concentre sur les régions du Grand Sud, qui connaît les niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire et les plus fréquents épisodes de sécheresse. Le PAM aide la DGM à i) améliorer les données météorologiques historiques ; ii) développer des prévisions saisonnières en s'appuyant sur le support de l'IRI existant de l'initiative Enhancing National Climate Services (ENACTS)[50] ; iii) définir les seuils et déclenchements d'AA ; iv) élaborer une feuille de route pour le transfert du mécanisme de déclenchement des prévisions vers la DGM/ le BNGRC. Le PAM a aussi formé des étudiants du Master « gestion des risques et des catastrophes » de l'université d'Antananarivo, qui effectuent des stages au sein du BNGRC pour identifier des AA au niveau du district -

[49] https://www.anticipation-hub.org/news/forecast-based-action-intervention-early-cash-distribution-to-address-food-insecurity-in-the-north-east-of-madagascar

[50] La méthodologie de l'initiative Enhancing National Climate Services (ENACTS) se concentre sur l'élaboration d'informations climatiques fiables, adaptées à la prise de décision au niveau national ou local. L'ENACTS a été mis en œuvre à Madagascar par la transmission à Meteo Madagascar de séries de grilles de données climatiques complètes, spatiales (résolution ~4km) et temporelles (10 fois par jour – et quotidiennes) remontant jusqu'à 1981, en combinant des observations de la station de Meteo Madagascar relatives aux estimations satellite des précipitations (pour la pluviométrie) et des produits pour la réanalyse de modèles climatiques. L'ENACTS comprend aussi une banque de données et des cartothèques en ligne qui procurent des outils conviviaux pour analyser, visualiser et télécharger des éléments d'informations climatiques développés avec ces nouvelles données.

conjointement avec des membres de la communauté, des officiels du gouvernement et des représentants des partenaires. L'idée est de déclencher les actions dès le mois de septembre, afin d'atténuer les effets liés aux faibles précipitations prévues pour la période de décembre-janvier-février (DFJ). Les AA comprennent la distribution d'éléments, la diffusion d'informations d'alerte précoce, la réhabilitation de structures d'irrigation et/ou de récupération d'eau, accompagnées d'une partie monétaire. Un cadre de surveillance et d'évaluation a été développé, ce qui permettra d'enregistrer l'effet des AA priorisées sur les ménages par rapport à un scénario traditionnel ou un scénario de réponse rapide en cas d'activation d'une mesure de déclenchement. Le PAM est également engagé dans le développement d'un cadre national de gestion de la sécheresse pour le FbF. (Voir la section Collaboration).

Alerte rapide et intervention précoce (EWEA en anglais) de la FAO : En 2017, la FAO a mis en place un système d'alerte précoce dans le sud de Madagascar et un plan d'action précoce afin de surveiller le risque de sécheresse et l'atténuer. L'accent a été mis sur les districts les plus vulnérables d'Ambovombe, Bekily, Beloha, Tsihombe et Amboasary-Atsimo, qui ont été surveillés étroitement par un système d'information sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité (SISAV) exploité par la FAO, qui inclut des informations issues du gouvernement malgache et d'autres partenaires. Les informations du SISAV ont ensuite été combinées avec les prévisions météorologiques et les indicateurs agricoles. Entre juillet et octobre 2017, différentes analyses – incluant l'EWEA/SISAV, la mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) et le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) – ont montré que la période difficile débutait précocement, en octobre au lieu de janvier, avec la saison agricole de novembre 2017 à mai 2018 probablement sèche. La FAO de Madagascar est intervenue en novembre avec des actions rapides dans les zones validées en octobre 2017 sur la base des projections de l'IPC[51], identifiant 8 400 ménages vulnérables à l'aide des indicateurs socio-économiques[52]. Les interventions précoces comprenaient la distribution de systèmes de micro-irrigation, de pompes hydrauliques et de réservoirs de stockage d'eau, ainsi que des graines de légumes à croissance rapide afin d'assurer des cycles multiples de production en vue de créer des revenus et améliorer le régime alimentaire de la population. Des formations à de meilleures techniques agricoles ont également été réalisées. Les alertes précoces se sont révélées correctes lorsqu'une sécheresse aiguë a été confirmée dans le sud de Madagascar pendant la saison agricole de novembre 2017 à avril 2018. Une analyse du retour sur investissement a montré que, grâce à l'intervention rapide, les pertes de production ont pu être évitées et que l'augmentation de la production correspondait à une valeur de US$ 78 par ménage, soit presque la moitié du revenu annuel d'un ménage. Cela a généré un ratio bénéfice-coût de 2,5, c'est-à-dire que pour chaque dollar investi par la FAO, les ménages ont gagné US$ 2,5 (FAO, 2019).

Projet FOREWARN : Start Network a lancé un outil d'anticipation des cyclones et s'est engagée avec le BNGRC et la DGM. En janvier 2021, des fonds ont été attribués afin d'anticiper un cyclone après une alerte (498)[53]. La FAO travaille également sur un pilote d'AA concernant les cyclones (entretien avec la FAO). Le pilote d'AA du CERF se concentrera pour sa part sur les épidémies.

Du côté du développement, deux projets financés par la Banque mondiale s'avèrent pertinents pour l'AA (1) le Programme pilote pour la résilience face au changement climatique (PPCR) (2017) visait à construire une résilience face au changement climatique au niveau de l'espace, des secteurs, des communautés et

[51] Les actions étaient focalisées sur les districts où il était prévu que l'insécurité alimentaire se dégrade du niveau Crise (IPC Phase 3) au niveau Urgence (IPC Phase 4) entre octobre 2017 et mars 2018

[52] Ces indicateurs comprenaient les ménages monoparentaux avec de jeunes enfants souffrant de malnutrition, les foyers dirigés par une femme avec au moins deux jeunes enfants, les familles nombreuses de plus de sept personnes dont des membres étaient handicapés, âgés ou enceintes, ainsi que des ménages sans aucun bien productif.

[53] https://startnetwork.org/start-fund/alerts/498-madagascar-anticipation-cyclone

des infrastructures ; (2) Le projet PUPIRV[54], mis en œuvre par le CPG, a renforcé le réseau de surveillance de la pluviométrie et amélioré les systèmes d'alerte précoce dans les communes les plus vulnérables face aux cyclones et inondations (GAR, 2020). Les SAP (systèmes d'alerte précoce, EWS) nationaux relatifs aux cyclones ont été déployés conformément au projet

Coordination

Afin d'assurer la coordination des interventions à tous les échelons administratifs à Madagascar, le Gouvernement malgache a développé, avec le support des agences des Nations Unies et les ONG actives dans la GRC, cinq plans de contingence régionaux multirisques et multi-dangers pour les cinq régions[55] les plus vulnérables face principaux dangers[56] du pays. Ces outils de planification ont été établis avec une approche communautaire et consensuelle (GAR, 2019). Il existe une plateforme, dirigée par le BNGRC, pour améliorer le processus de coordination de toutes les diverses initiatives. Elle est assez récente et pas totalement opérationnelle, mais elle fournit un espace permettant de coordonner les initiatives d'AA (entretien avec OCHA). Le BNGRC travaille à la création d'un document cadre, actuellement en cours d'élaboration, qui vise à coordonner les initiatives d'AA dans le pays (communication Start Network)

Un cadre national relatif à la sécheresse est en développement par le PAM et WHH, coordonné par le BNGRC et avec la participation de parties prenantes nationales, telles que des membres du Comité national d'évaluation de la vulnérabilité, la DGM et l'Agence allemande pour développement (GIZ). Il vise à formaliser la coordination entre les différents acteurs travaillant dans le domaine de l'AA. Le document est en cours de validation et l'on peut espérer le voir terminé d'ici fin 2021. Ce cadre aura une portée nationale et servira de guide à la mise en œuvre et l'institutionnalisation du mécanisme de FbF dans les SAP existants et les systèmes de protection sociale en réponse aux chocs, avec une méthode s'appuyant sur le consensus. Il a pour objectif de garantir l'évolutivité et la durabilité du système [57]. Un accord de partenariat a également été signé entre WHH, le BNGRC et la DGM pour garantir la propriété de ce mécanisme au niveau national. Ce document cadre observera aussi les AA relatives à des risques multiples susceptibles d'entraîner une insécurité alimentaire dans le Sud. Un groupe technique travaillant sur les AA est prévu pour veiller à la coordination efficace entre les promoteurs de l'anticipation et les autres interventions à plus grande échelle qui sont actuellement déployées (communication personnelle WHH).

Analyse

Le Gouvernement malgache a bien progressé, en passant d'une approche réactive d'assistance post-catastrophe à une gestion proactive du risque de catastrophe. Des mesures d'augmentation de la résilience face au changement climatique ont également été prises. Le Gouvernement malgache a été l'un des premiers pays sub-sahariens à établir un cadre complet pour la préparation, la réponse, la reprise et la prévention des catastrophes[58]. Cependant, bien que la volonté politique soit visible, Madagascar manque encore d'un mécanisme efficace de gestion du risque de catastrophe et sa capacité à atténuer le risque de sécheresse au niveau local reste faible (AfDB, 2019)[59]. Alors que le cadre institutionnel reflète une structure complexe et bien établie, en réalité la coordination est un défi. Bien que la gestion de la sécheresse soit

[54] Projet d'Urgence pour la Préservation des Infrastructures et la Réduction de la Vulnérabilité

[55] Régions d'Antsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Melaky, Menabe et SAVA

[56] Cyclones, inondations, épidémies, sécheresse, invasions de sauterelles, accidents chimiques

[57] https://www.anticipation-hub.org/experience/anticipatory-action-in-the-world/madagascar/risk-layering-using-forecast-based-financing-in-madagascar

[58] La première stratégie nationale GRC (*Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes* - SNGRC) a été adoptée en 2003 (SADRI, 2021).

[59] https://www.afdb.org/en/documents/document/madagascar-africa-disaster-risks-financing-programme-adrifi-appraisal-report-109710

l'une des nombreuses priorités et soit un phénomène fréquent, elle est éclipsée par des événements ponctuels soudains nécessitant une assistance humanitaire plus immédiate, tels que les cyclones, inondations ou feux de brousse (SADRI, 2021). Le cadre relatif à la sécheresse proposé pourrait potentiellement améliorer la situation, mais il faut clarifier la question de comment, voire même si cela est relié au processus bloqué de la SIGDGS.

La question du manque de durabilité des pilotes menés par les donateurs a été mentionnée, étant donné le financement limité du gouvernement pour la GRC. Pendant les 30 dernières années, l'aide humanitaire et les projets de développement complémentaires étaient orientés vers la réponse d'urgence à court terme aux crises qui survenaient. Cette approche peut ralentir les objectifs de développement à long terme, en détournant les ressources et l'attention des investissements prioritaires nécessaires au développement durable. Dans le Sud, bien que la SIDGS apparaisse comme une initiative prometteuse, la stratégie pour y parvenir n'est pas claire. Sans une approche cohérente, la crise humanitaire dans le Sud ne se calmera pas. De plus, la situation dans le Grand Sud doit être traitée avec un triple focus et amener à se poser la question de la sécurité.

En termes de gouvernance, la SNGRC actualisée garantit une meilleure coordination des politiques par secteurs et une synergie des actions des différentes parties prenantes de la GRC / RRC en venant à bout d'une gestion des risques compartimentée et fragmentée par secteurs[60]. Quelques chevauchements ont été constatés entres les mandats et l'implication pratique de deux entités nationales clés de la DRM, à savoir l'organe stratégique CPGU et l'organe opérationnel BNGRC. Les personnes interrogées ont rapporté que cela a créé une confusion pour savoir à quelle agence s'adresser concernant des aspects particuliers de la DRM. Il manque également une coordination de niveau stratégique sur la Plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe (PNRRC).

Il manque une base de données pour l'AA. Les personnes interrogées ont rapporté un défaut de compréhension de l'AA par la plupart des fonctionnaires, sauf au BNGRC, et des confusions sur des sujets relatifs à la différence entre l'AA et la préparation aux catastrophes ainsi que ce que leur déclenchement implique. Le terme « financement » dans FbF crée aussi des confusions car les personnes supposent qu'il s'agit uniquement d'argent plutôt que d'une action générale. Le besoin d'une unique communauté de pratique a été suggéré, alors que les parties prenantes souhaiteraient harmoniser et aligner les concepts entre eux avant de s'adresser d'une seule voix au gouvernement. Concernant l'analyse des données, la disponibilité des données est variable. Les données sont disponibles à différents niveaux, selon les secteurs d'intervention des projets. Par exemple, certaines données sont données au niveau du district et d'autres au niveau de la commune. Cela ne facilite pas toujours l'analyse comparative des données (entretien avec Start Network).

Les personnes interrogées ont également remonté des inquiétudes sur la gouvernance. Le pays a un historique d'instabilité politique. Le 16 août 2021, le conseil des ministres a été renvoyé en raison de ses médiocres performances puis, quelques jours plus tard, 10 ministres ont été réintégrés (Reuters, 2021)[61].

[60] https://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/library/crisis_prevention_and_recovery/publication_2.html

[61] https://www.reuters.com/world/africa/madagascar-president-picks-new-finance-minister-enlarges-cabinet-2021-08-16/

	Partenaires	
Welthungerhilfe (Start Network)	Ministère fédéral des Affaires étrangères allemand (donateur), Start Network, BNGRC, DGM	**Boeny** (Mahajanga II, Marovoay), (nord-ouest), **Atsimo-Atsinanana** (Farafangana, Vangaindrano) (sud-est), **Alaotra-Mangoro** (zone est) Amparafaravola, Ambatondrazaka. Déclenchement dans le district d'Ambatondrazaka.
PAM	https://www.anticipation-hub.org/experience/anticipatory-action-in-the-world/madagascar/risk-layering-using-forecast-based-financing-in-madagascar/	**Atsimo Andrefana**, **Atsimo-Atsinanana, Androy** et **Anosy**
FAO (sécheresse)		**Androy** (Ambovombe, Bekily, Beloha, Tsihombe) et une partie d'**Anosy** (Amboasary-Atsimo).
OCHA		Betioky, Ampanihy, Beloha, Ambovombe, Tsihombe, Bekily, Betroka, Amboasary, Taolagnaro

RÉFÉRENCES

Andriamanalinarivo, R. R., A. F. Falyband et J. H. Randriamanalina (2019). *Madagascar, a Country Resilient to the Effects of Hazards and Protected from Damage for Sustainable Development.* Article de contribution GAR19, UNISDR.

Banque mondiale (2020) The World Bank Support for resilient livelihoods in the South of Madagascar (P171056)

Banque mondiale (2019a) Madagascar - Disaster Risk Management Development Policy Financing with a Catastrophe Deferred Drawdown Option Project (English). Washington, D.C. : World Bank Group.

Banque mondiale (2019b) Madagascar Social Safety Net Project Additional Financing (P167881)

BNGRC (2018) Plan des opérations de soutien aux populations touchées par la sécheresse - Grand Sud Anosy Androy and Atsimo Andrefana (2018-2020)

Celada, Elena. 2017. « La Protection Sociale à Madagascar : Le Cas des Programmes de Transferts Monétaires : Capacité de réponse aux chocs et options pour l'harmonisation », étude du groupe de travail sur l'aspect monétaire

Croix Rouge (2020) SUMMARY IDRL IN THE SOUTH-WEST INDIAN OCEAN

FEWS NET (2021) Madagascar Food Security Outlook, juin 2021 à janvier 2022

FAO (2021) Travail du PAM pour l'accès à la protection sociale dans le monde, Regards sur les contributions du PAM pour la protection sociale dans une nouvelle normalité

FAO (2019) Madagascar - Impact of Early Warning Early Action

Ffooks J. & Co A4ID - Checklist on Law and Disaster Preparedness and Response in Madagascar

Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) (2020) Law and Disaster Preparedness and Response Multi-Country Synthesis Report

Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) (2014) Madagascar : Country Case Study Report How Law and Regulation Supports Disaster Risk Reduction

Gouvernement de Madagascar (2020) Manuel Des Opérations Protection Sociale Réactive Aux Chocs - Réponse à la sécheresse

IOM (2014) Evidencing the impacts of humanitarian crisis in Southern Madagascar on Migration, and the Multi Sectoral linkages to drought-induced migration has on other sectors of concern

IPC (2021) Madagascar - Analyse IPC de la malnutrition aiguë mai 2021- Avril 2022 Publié en juillet 2021

London School of Economics (2015) CLIMATE CHANGE LEGISLATION IN MADAGASCAR EXTRAIT DE The 2015 Global Climate Legislation Study A Review of Climate Change Legislation in 99 Countries

Meerkatt, H., Kolo, P. and Renson, Q. (2015) UNICEF/WFP return on investment for emergency preparedness study. Munich : Boston Consulting Group

Overseas Development Institute (2021) Covid-19: crisis as opportunity for urban cash transfers?

PAM (2021) WFP's Work in Enabling Social Protection Around the Globe - Highlights of the World Food Programme's Contributions to Social Protection in a New Normal

South Africa Drought Resilience Initiative (SADRI) (s.d.) Drought Resilience Profiles - Madagascar

The Economist (2021) Hunger Island - Madagascar is on the brink of famine. Publié le 31 août 2021

UNICEF (2021) Madagascar Humanitarian Situation Reporting Period : 01 janvier au 31 avril 2021

UNICEF (2019) Madagascar Humanitarian Situation Report